



Convention-cadre sur les changements climatiques

Distr. générale
9 décembre 2011
Français
Original: anglais

Conférence des Parties

Dix-septième session

Durban, 28 novembre-9 décembre 2011

Point 2 h) de l'ordre du jour

Questions d'organisation

Adoption du rapport sur la vérification des pouvoirs

Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto

Septième session

Durban, 28 novembre-9 décembre 2011

Point 2 d) de l'ordre du jour

Questions d'organisation

Adoption du rapport sur la vérification des pouvoirs

Rapport sur la vérification des pouvoirs

Rapport du Bureau

I. Introduction

1. Conformément à l'article 19 du projet de règlement intérieur, tel qu'il est appliqué, «les pouvoirs des représentants ainsi que les noms des suppléants et des conseillers sont communiqués au secrétariat si possible vingt-quatre heures au plus tard après l'ouverture de la session. Toute modification ultérieure de la composition des délégations est également communiquée au secrétariat. Les pouvoirs doivent émaner soit du chef de l'État ou du chef du gouvernement, soit du Ministre des affaires étrangères ou, dans le cas d'une organisation régionale d'intégration économique, de l'autorité compétente de cette organisation.».

2. En outre, l'article 20 du projet de règlement intérieur, tel qu'il est appliqué, dispose que «le Bureau de la session examine les pouvoirs et fait rapport à la Conférence des Parties».

3. Le secrétariat souhaite rappeler aux Parties que, conformément à la décision 17/CP.9 et au projet de décision recommandé pour adoption à la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto (CMP), les pouvoirs émanant des Parties au Protocole de Kyoto seront valables pour la participation de leurs représentants aux sessions de la Conférence des Parties et de la CMP et un seul rapport sur la vérification des pouvoirs sera présenté pour adoption, conformément à la pratique établie, par le Bureau de la Conférence des Parties, à la Conférence des Parties et à la CMP.

4. Le présent rapport est soumis à la Conférence des Parties et à la CMP en application des dispositions susmentionnées.

II. Pouvoirs des Parties à la dix-septième session de la Conférence des Parties et à la septième session de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto

5. Le 8 décembre 2011, le Bureau s'est réuni pour examiner les pouvoirs présentés par les Parties à la Convention et les Parties au Protocole de Kyoto.

6. Le Bureau était saisi d'un mémorandum de la Secrétaire exécutive, daté du 9 décembre 2011, concernant la situation des pouvoirs des représentants participant à la session. On trouvera ci-après un résumé des renseignements fournis.

7. Au 9 décembre 2011, des pouvoirs en bonne et due forme, émanant soit du chef de l'État ou du chef du gouvernement, soit du Ministre des affaires étrangères ou, dans le cas d'une organisation régionale d'intégration économique, de l'autorité compétente, conformément à l'article 19 du projet de règlement intérieur de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques tel qu'il est appliqué, à la décision 17/CP.9 et au projet de décision recommandé pour adoption par la CMP, avaient été soumis pour les représentants des 154 Parties ci-après participant aux deux sessions: Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Argentine, Allemagne, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belgique, Belize, Bénin, Bhoutan, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Cambodge, Canada, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Comores, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Cuba, Danemark, Djibouti, Dominique, El Salvador, Équateur, Érythrée, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Fidji, Finlande, France, Gambie, Géorgie, Ghana, Grèce, Grenade, Guatemala, Guinée-Bissau, Honduras, Hongrie, Îles Cook, Îles Marshall, Îles Salomon, Inde, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande, Islande, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Koweït, Kazakhstan, Lettonie, Lesotho, Libéria, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Mauritanie, Maurice, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Nioué, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Palaos, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République de Corée, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Samoa, Saint-Marin, Sao Tomé-et-Principe, Serbie, Seychelles, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Somalie, Sri Lanka, Soudan, Suède, Suisse, Suriname, Swaziland, Tchad, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Tonga, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turkménistan, Tuvalu, Ukraine, Union européenne, Uruguay, Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam, Zambie et Zimbabwe.

8. Par ailleurs, au 9 décembre 2011, le secrétariat avait reçu des renseignements concernant la nomination de représentants participant aux sessions, qui avaient été communiqués par télécopie ou sous forme de lettre ou de note verbale émanant de ministères, d'ambassades, de missions permanentes auprès de l'ONU ou d'autres services officiels, ou par l'intermédiaire de bureaux locaux de l'ONU, par les 38 Parties ci-après: Afrique du Sud, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Arménie, Azerbaïdjan, Bolivie (État plurinational de), Burundi, Cameroun, Cap-Vert, Congo, Égypte, Émirats arabes unis, Gabon, Guinée, Guyana, Haïti, Indonésie, Jordanie, Kenya, Kirghizistan, Kiribati, Liban,

Libye, Malawi, Namibie, Nauru, République arabe syrienne, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République de Moldova, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Sénégal, Sierra Leone, Tadjikistan, Turquie, Vanuatu et Yémen.

9. Sur proposition de la Présidente, le Bureau a approuvé les pouvoirs des représentants de toutes les Parties, étant entendu que les pouvoirs en bonne et due forme des représentants des Parties mentionnées au paragraphe 8 ci-dessus seraient communiqués dès que possible au secrétariat. En cas de vote, les Parties qui n'ont pas soumis leurs pouvoirs ou qui ont soumis des pouvoirs non valables ne pourront y prendre part. Le Bureau a également décidé de soumettre le présent rapport à la Conférence des Parties et à la CMP, conformément à l'article 20 du projet de règlement intérieur tel qu'il est appliqué. Le Bureau a en outre décidé de recommander à la Conférence des Parties et à la CMP d'accepter les pouvoirs des représentants de toutes les Parties mentionnées dans le présent rapport, étant entendu que les pouvoirs en bonne et due forme des représentants des Parties mentionnées au paragraphe 8 ci-dessus seraient communiqués dès que possible au secrétariat, et conformément à l'article 21 du projet de règlement intérieur tel qu'il est appliqué.
